

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2015

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 12

Pouvoir : 3

L'an deux mille quinze et le vingt mars, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel Maire ; BERGEZ Danielle, DIETRICH WEISS Élisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, BOISBOURDIN Philippe, PALDACCI-UVERNET Antony, SILVA Alain.

Absents et excusés :

**BUISINE Serge (pouvoir à PELLERIN Annick),
GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain),
LAMBERT Eliane (pouvoir à UVERNET Gabriel),
GUILBERT Sandrine,
LESUEUR Frédéric,
RONET-YAGUE Delphine,
SCHLICHTER Danièle.**

Désignation du secrétaire de séance : M. PALDACCI-UVERNET Antony

Adoption du compte rendu : Adopté avec observations :

M. SILVA souhaite intervenir « Quand j'ai établi le compte rendu, je me suis rendu compte que j'avais tenu des propos qui ne reflétaient pas ma pensée ; en effet, je voulais dire la chose suivante : « on peut dire que le document comporte des imprécisions c'est différent de dire que quelqu'un est un menteur ».

M. LE MAIRE lui répond : « Je constate donc que vous revenez sur ce que vous dites, mais ce n'est pas grave ».

M. SILVA répond à son tour « non, c'est juste que je me suis exprimé dans le feu de la discussion ».

M. BOISBOURDIN Philippe et MARTIN Alain arrivent à 18h10

Lecture des décisions :

- Attribution du marché public D015/T01 : Fourniture et pose d'un plafond et d'une cloison coupe-feu à la salle des fêtes polyvalente municipale.

1. EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN PARCELLE AW 298

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants, R 213-1 et suivants,

Vu le P.O.S. approuvé le 12/07/1988 et révisé le 20/09/1993,

Vu la délibération du 13 juin 1996 instituant le droit de préemption urbain dans les zones U du P.O.S., sur le territoire de la Commune de LE THORONET,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 mars 2008, confirmant l'institution du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U de la Commune de LE THORONET,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner, enregistrée en mairie sous le n°08313615B0002, reçue le 22 Janvier 2015, adressée par l'office notarial SCP PERES/DALLEE/LESUEUR, sis à Lorgues, en vue de la cession d'une propriété appartenant à Mme MARTEL (née ZAMBELLI) Élisabeth et Mme MARTEL Gilda, sise LE THORONET cadastrée comme suivant:

Section	N°	Superficie Totale
AW	298	00ha 04a 40ca

Le prix de vente du bien considéré a été fixé à hauteur de **TREIZE MILLE EUROS** (13 000 €) ; en outre les frais de commission d'agence de **QUATRE MILLE EUROS** (4 000 € T.T.C.) sont à la charge de l'acquéreur.

Le montant d'achat s'élève donc à **DIX SEPT MILLE EUROS** (17 000 euros), frais d'agence inclus.

Vu l'estimation du Service des domaines (avis 2015-136V0377) en date du 10 mars 2015 ci-annexée estimant la valeur vénale du bien à 17 600 €,

Cet immeuble comprend, selon la déclaration d'intention d'aliéner, un jardin non bâti, classé en zone UA, zone qui correspond au village du Thoronet, à quelques mètres de l'Hôtel de Ville.

Considérant que ce bien est situé au centre du village, à proximité immédiate de l'Hôtel du Ville rassemblant les services administratifs de la Commune,

Considérant que l'acquisition de ce bien permettra la construction d'équipements collectifs soit l'extension de l'Hôtel de Ville, avec l'implantation de futurs services

administratifs de la Commune, et le transfert de certains services municipaux existants,

Considérant dès lors que cette opération répond aux objectifs définis par les articles L 210-1 et L 300-1 du code de l'urbanisme,

M. SILVA : « Est-ce qu'il y a un plan de ce terrain ? »

M. LE MAIRE : « Vous n'étiez pas au service de l'urbanisme ce matin ? »

M. LE MAIRE demande au secrétariat de montrer le plan.

M. SILVA : « Y-a-t-il une finalité d'achat ? »

M. LE MAIRE : « A court terme, il s'agit de créer un espace public, de type jardin, avec un banc ou deux pour se reposer et quand nous passerons au P.L.U., nous rendrons les terrains constructibles, ce qui n'est pas le cas actuellement à cause de la règle de recul par rapport à l'axe de la route ».

M. SILVA : « Quand est-ce que le P.L.U. sera arrêté ? »

M. LE MAIRE : « Chaque fois la loi change, comme dernièrement avec la loi A.L.U.R., nous y travaillons pour qu'il soit arrêté fin 2015 ».

M. SILVA : « Moi, ma logique voudrait que l'on attende le S.C.O.T. pour arrêter le P.L.U. ».

M. LE MAIRE : « Notre projet de P.L.U. est en cohérence avec le S.C.O.T., et nous avons d'ailleurs réunion avec les personnes publiques associées mardi prochain.

M. SILVA : « Je le sais M. le Maire, j'y serai présent ».

M. LE MAIRE : « Je tiens d'ailleurs à vous annoncer qu'au cours du mois d'avril, je vais vous proposer une délibération similaire pour préempter un local, le montant sera plus élevé mais je considère qu'il en vaut la peine ».

M. BOISBOURDIN : « Peut-on en savoir plus ? ».

M. LE MAIRE : « La procédure est en préparation pour le moment ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : L'acquisition par voie de préemption du bien appartenant à Mme MARTEL (née ZAMBELLI) Elisabeth et Mme MARTEL Gilda, sise LE THORONET cadastrée comme suivant:

Section	N°	Superficie Totale
AW	298	00ha 04a 40ca

ARTICLE SECOND : Que la commune du Thoronet achète au prix figurant dans la Déclaration d'intention d'aliéner au prix principal de **TREIZE MILLE EUROS** (13000 €), ce prix étant inférieur à l'estimation faite par le Service des domaines consulté,

ARTICLE TROISIEME : Que la Commune est redevable en outre des frais de commission d'agence d'un montant de **QUATRE MILLE EUROS** (4 000 € T.T.C.),

ARTICLE QUATRIEME : Qu'un acte authentique constatant le transfert de propriété sera établi dans un délai de trois mois, à compter de la notification de la présente décision, conformément à l'article R 213-12 du code de l'urbanisme.

ARTICLE CINQUIEME : Que le règlement de la vente interviendra dans les six mois, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE SIXIEME : De charger M. Le Maire de représenter la Commune et de procéder aux formalités nécessaires pour mettre en œuvre la présente délibération, de l'autoriser à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

ARTICLE SEPTIEME : Que la dépense résultant de cette acquisition est inscrite au budget de la Commune.

Adopté à l'unanimité

2. MODIFICATION DELIBERATION DU 9/02/2015 PORTANT « ARTICLE L1612-1 DU C.G.C.T : AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT A HAUTEUR DE 25% DU BUDGET PRINCIPAL 2014 ».

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« L'exécutif de la collectivité territoriale est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, en l'absence d'adoption du budget avant cette date l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits, lesquels sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est alors en droit de payer les mandats et recouvrer les titres des recettes émis ».

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal son choix, lors de l'Assemblée délibérante du 09/02/2015, de faire application de cet article à hauteur de :

Montant des crédits ouverts au B.P. budget principal 2014 hors remboursement de dettes, en € T.T.C.	429 952,91
Montant pouvant être affecté en € T.T.C.	107 488,22

Considérant la délibération votée au cours de la présente séance du conseil municipal portant sur l'acquisition de la parcelle AW 298 LE THORONET pour un montant total de 17 000 euros, montant impactant la section investissement du budget principal,

Considérant dès lors qu'il convient de modifier la délibération du 9/02/2015 portant « Article L1612-1 du C.G.C.T : autorisation d'engager, liquider, mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25% du budget principal 2014 ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses indiquées ci-après, pour un montant total de 107 488, 20 € T.T.C., le vote étant réalisé par chapitre.

DESIGNATION	ART/CHAP.	MONTANT TTC
Serec Sud Est (actes administratifs)	2112	456,00 €
Groupe 5 S (aspirateur)	2184	252,72 €
Marché Public D014/F02 (Halte Équestre)	2138	19 572,00 €
Marché Public D015/F01 (Signalétique)	2152	27 251,48 €
Outillage services techniques	2158	1 000,00 €
Acquisition parcelle AW 298 (le THORONET)	2118	17 000,00 €
Traçage Sécurité Enfants pour la voirie près de l'École	2151	6 000,00 €
Travaux salle des fêtes polyvalente (réfection et mise aux normes)	2181	35 956,00 €
TOTAL CHAPITRE		107 488, 20 €

ARTICLE SECOND : Que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif lors de son adoption.

ARTICLE TROISIEME : Que la présente délibération annule et remplace la délibération en date du 9/02/2015 portant « Article L1612-1 du C.G.C.T : autorisation d'engager, liquider, mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25% du budget principal 2014 ».

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

Mme PELLERIN Annick :

- Concours des villages fleuris : Présentation de la tomette qui a été remise à la Commune le jeudi 19 mars, par le Conseil Général, pour l'attribution du premier prix.

Une visite de la Commune a été réalisée le 19 mars dernier pour proposer la Commune à la première fleur. Cette visite était une visite préparatoire, pour faire le point sur les diverses améliorations à apporter au sein du village pour concourir pour la première fleur.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h15.

Le secrétaire de séance

M. PALDACCI-UVERNET Antony